Front des luttes
- juin 2014 -

Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes mettant en cause son pouvoir et celui de son État. Notre adhésion à **l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe**, qui nous apporte l'aide et l'expérience de partis frères étrangers très avancés dans cette voie, va nous appeler à de plus grandes responsabilités vis-à-vis du Mouvement Communiste International et permettre de coordonner les luttes du prolétariat contre l'Union Européenne et l'impérialisme.
Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.
La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Retrouvez l'analyse des élections européennes sur notre site : http://www.urcf.fr/spip.php?article689

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante *soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1700 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.*
Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables *supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011, 2012 et 2013, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.*
Un salarié sur six est payé au smic, *tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.*
Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.
Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.
L'URCF revendique le smic à 1700 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. ***Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.***

Crèches de Paris

Plus de 1 000 agents des crèches de la Ville de Paris étaient en grève mardi 03 juin à l'appel de la CGT, pour des recrutements et une revalorisation des primes. Environ 140 établissements sur 450 étaient partiellement ou totalement fermés. L'ouverture de nouveaux établissements ne s'accompagne pas des recrutements nécessaires.
De nouvelles grèves sont prévues.
Pour l'URCF, dans ces grèves, le lien doit être fait avec la population, les familles, les usagers des crèches. Ne pas pouvoir faire garder ses enfants en crèche collective et dans de bonnes conditions, n'est pas une fatalité. Dans la phase ascendante de l'URSS sous direction des ouvriers et ouvrières, les entreprises et les quartiers disposaient de toutes les crèches nécessaires aux besoin de garde de tous les enfants. C'est possible !

Kuehne + Nagel (logistique)

D'importants entrepôts de la branche française du groupe suisse de logistique Kuehne + Nagel étaient bloqués vendredi 06 juin en raison d'une grève nationale pour une augmentation de 40 euros du salaire brut mensuel pour

tous les salariés, empêchant les livraisons à des magasins de la grande distribution comme Auchan et Carrefour. La grève de 24 heures était suivie à environ 50% sur l'ensemble des établissements en France.
Certaines grosses plates-formes et des entrepôts étaient totalement bloqués comme à Wissous (Essonne) qui approvisionne les magasins Auchan, Lagny-le-Sec (Oise) et Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne), Pont-de-Veyle (Ain), près de Lyon, qui livre Carrefour, Niort (Deux-Sèvres), Libercourt (Pas-de-Calais) et Ferrières-en-Brie (Seine-et-Marne). Le groupe Kuehne + Nagel SAS emploie 9 000 salariés en France sur 130 sites, dont une soixantaine d'entrepôts et plates-formes de logistique (5.000 salariés dans cette activité).
L'entreprise propose, selon les syndicats, d'augmenter les salaires de "seulement 1%" pour les non-cadres et cadres au salaire inférieur à 3 400 euros, alors que, les filiales ont eu 1,7%". "*La direction prend excuse de résultats moins bons pour la France alors que le groupe a des résultats faramineux et distribuera cette année 570 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires*"... "*En parallèle, l'entreprise a réduit ses effectifs en France de 9,4% en un an, à coup de licenciements et ruptures conventionnelles. On vient aussi de vivre des plans sociaux à Bondoufle (Essonne) et Beaulieu-sur-Layon (Maine-et-Loire). Les salariés sont la marge d'ajustement*", explique un responsable syndical.

L'Institut Gustave-Roussy et l'hôpital Paul-Guiraud (Villejuif)

L'Institut Gustave-Roussy et l'hôpital Paul-Guiraud à Villejuif (Val-de-Marne) font l'objet de deux mouvements de distincts initiés par les syndicats contre la précarité ou la remise en cause de leur temps de travail.
A Gustave Roussy (IGR), premier centre européen de lutte contre le cancer, la CGT a appelé mardi 06 juin, en marge d'un conseil d'administration, à une "*journée d'action portant sur les salaires bloqués depuis deux ans et sur les conditions de travail qui se cessent de se dégrader*".
A l'hôpital psychiatrique Paul-Guiraud, une intersyndicale (Sud Santé, CGT, CFDT et FO) a entamé depuis le 2 juin une grève avec occupation des locaux de la direction, contre le projet de réorganisation du temps de travail.
L'intersyndicale demande l'ouverture de "réelles négociations" et dénonce une ordonnance du tribunal administratif de Melun saisie par la direction de l'établissement, enjoignant aux représentants des syndicats de libérer les locaux administratifs. Une nouvelle assemblée à laquelle sont invités des salariés d'autres hôpitaux de la région parisienne, devrait se tenir afin "de c*oordonner la lutte des hôpitaux en proie à la politique gouvernementale de casse des acquis sociaux*".

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*
Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- ***Plan national de luttes contre le chômage.***
- ***Interdiction des licenciements.***
- ***Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.***
- ***Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.*
- ***Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).*

***Sur notre site internet urcf.fr** vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.*

SNCF (*d'après une étude à paraître dans Intervention Communiste de Juillet-Août 2014)*

Les cheminots, dans leur lutte contre la réforme voulue par le gouvernement pour ouvrir la SNCF à la concurrence en accélérant la privatisation, ont conduit une grève de deux semaines malgré l'impréparation organisée par les bureaucraties syndicales et la trahison d'une partie de celles-ci et des relais parlementaires de «gauche» de la bourgeoisie.
La direction de la SNCF avait entretenu la non-information en s'appuyant sur les syndicats d'aménagement. Cela ajouté à un recul de confiance envers les syndicats à cause des échecs successifs sur la défense du statut mettant

en péril les retraites par exemple. Tout était réuni pour une grève de principe! Au lieu de se résigner, les cheminots ont décidé de ne pas céder au gouvernement, de bloquer les dépôts, de descendre sur les voies et de faire appel à la solidarité interprofessionnelle de classe pour défendre le service public.
L'URCF, présente dans la lutte avec *Signal Rouge* , journal de la section des cheminots, diffusé en interne et à la manif du 22 mai (22000 travailleurs du rail étaient dans la rue) encourageaient à lutter pour défendre le service public contre les intérêts du Capital. La CGT et SUD-Rail, soutenus par le PCF opportuniste, proposent l'unification des EPIC en un seul sans revenir sur les dégâts que la réforme Gayssot a occasionnés en installant des sociétés privées dans les services de la SNCF.
Dans ce conflit, il y a eu une opposition entre certains dirigeants nationaux de la CGT et Sud, prêts à entériner la réforme sous couvert de soutien aux amendements, et la masse des cheminots qui se battaient pour obtenir la véritable unicité de la SNCF. Le piège grossier et démobilisateur dans lequel la bureaucratie syndicale et la gauche opportuniste se sont engouffrées a fonctionné. En effet, Valls amorce un recul en trompe l'oeil, il accepte un seul EPIC au lieu de trois, sans revenir sur les 45 milliards de dettes causées par les cadeaux de la SNCF aux entreprises privées. Valls ne renonce pas non plus à l'ouverture à la concurrence (privatisation) réclamée par la Commission européenne. Il n'amène aucune garantie concrète sur le maintien d'un statut qui sera brisé par la concurrence. Le gouvernement se prononce enfin pour une entreprise «unique» mais en réalité Bouygues ou Veolia ou Transdev pourraient obtenir de la SNCF des sillons de transports sur le réseau, qui seraient en concurrence avec les trains du service public. Cette politique a été mise en œuvre dans le fret, avec la casse que l'on sait, et il est prévu de l'étendre à tous les services.
Alors que Lepaon, Secrétaire général de la CGT, se félicite des avancées réalisées par le gouvernement, l'URCF, avec les cheminots, appelle à poursuivre la lutte. En fait, sous couvert d'unicité, l'État maintient les trois EPIC et la division entre les services qui favorise la privatisation.
Devant l'Assemblée nationale, les intermittents du spectacle ont répondu positivement à la solidarité interprofessionnelle de classe. La riposte est courageuse, mais plus de deux semaines de grèves pèsent socialement sur les cheminots. Cependant, il n'est pas question de renoncer aux acquis sociaux pour payer les dettes des spéculateurs et des capitalistes. Contrairement à l'opportunisme d'un PCF et d'une gauche qui ose s'appeler «radicale», et qui pourtant poussent le syndicalisme à accompagner la crise du capitalisme en soutenant des amendements qui s'inscrivent dans le projet du Capital, pour finalement s'allier avec le PS pour les élections, l'URCF avance le socialisme comme perspective de rupture avec le capitalisme.

Que propose l'URCF ?

- D'abord de continuer la lutte, car il convient d'exiger le retour au service public nationalisé, le départ des entreprises privées avec intégration des activités et des personnels dans le service national des chemins de fer et l'unification des contrats de travail sous le statut des cheminots.
- Ni réforme ni contre-réforme, car il faut s'opposer au démantèlement du statut des cheminots en contrant le Capital.
- Organiser les luttes en bas d'abord, en assemblées générales des cheminots et en faisant appel à la solidarité de classe de tous les travailleurs du pays et de l'Union Européenne, victimes des mêmes politiques du Capital.

Lutte des FRALIB

Après 3 ans de lutte (début 28/09/2010) celle-ci est exemplaire par sa durée, sa permanence et les solidarités de classe qui ont été tissées autour de leur usine.
Tout le bassin d'emploi marseillais et aubagnais a été concerné en soutenant leur action.
L'URCF remarque qu'il n'y ait pourtant pas eu de débrayages ou grèves par solidarité dans aucune boite de la région et que les directions réformistes syndicales n'aient pas impulser un appel régional ou national à la grève pour la solidarité de classe et gagner du rapport de force.
Au chapitre du bilan:
1° Ils ont sauvé une partie de leur emploi et leur outil de travail.
2° Ils ont tenu en échec le grand monopole UNILEVER dans sa décision de fermer un site.
3° Ils ont été poursuivis (notamment certains responsables syndicaux en justice) tout au long de leur lutte.
4° Ils ont obtenu 1.9 M€ qui leur permettra de créer une SCOP. Rappelons notre position marxiste-léniniste sur les SCOP. Nous y voyons une volonté chez les travailleurs de prendre le contrôle de l'outil de production, mais nous pouvons leur dire avec certitude que cette solution n'a aucune chance de tenir face à la concurrence du capital monopoliste (tous les exemples de coopératives de ce type où les travailleurs organisaient leur propre exploitation, ont fini par la liquidation pure et simple, de LIP à Manufrance, ou à la reprise par les gros monopoles, comme la Verrerie Ouvrière d'Albi, fondée par Jaurès et dont la devise était « travail, capital, talent » (!), et qui appartient aujourd'hui à Verrallia, filiale de Saint-Gobain). De plus, les travailleurs « coopératifs » hériteraient de la

dette laissée par Unilever et s'éloigneraient de la perspective du collectivisme que permet la nationalisation dans la perspective de la lutte pour une économie socialiste planifiée où les ouvriers auront le pouvoir.
5° Un des points principal du combat juste des Fralib était de récupérer la marque "L'Eléphant". Cette bataille n'a pas pu être gagnée.
La lutte se termine par un compromis non négligeable grâce à une lutte historique dans sa durée notamment.
Les Fralib nous démontrent que c'est possible de faire reculer le capital par la lutte. C'est la voie que doit se frayer toute la classe grâce à des luttes bloquantes, organisées, élargies, solidaires et dans la durée.
Pour faire payer sa crise à ses fauteurs, les capitalistes, il convient de créer les conditions pour la grève générale de toutes les victimes du capital contre l'austérité, seule capable de faire plier le patronat et donc le gouvernement.

Un collectif national est né pour la « nationalisation sans indemnisation, avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

_____

J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation:

Nom : Prénom :

Adresse mail : Tél. :

Profession : Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.
Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.
La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.
En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.
Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».
Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **l'URCF continue sa campagne de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois.** La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.
L'URCF *salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations… :* travailleurs de la SNCM, travailleurs de Wallis et Futuna, Intermittents du spectacle, postiers des Hauts-de-Seine, contrôleurs aériens …
Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste** !
Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !
Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

09 juillet 2014

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF